

<http://www.snetap-fsu.fr/Ile-de-France-Compte-rendu-du,3693.html>



# Île de France : Compte-rendu du CTREA du 23 juin

- En Région -

Date de mise en ligne : mercredi 8 juillet 2015

---

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

---

[CTREA](#) Ile de France  
Comite Technique Regional  
de l'Enseignement Agricole public

Consulte le [compte-rendu](#)

## Evolutions des Dotations Lycee - Rentre e 2015

La [DGH](#) (Dotation Globale Horaire) qui correspond au financement du ministre re pour les formations scolaires continue tranquillement a baisser pour la rentre e 2015... soit 0,5% en 3 ans (cf:DGH notifie e de 2013/14 a 2015/16), ce qui correspond a la baisse des effectifs : globalement, les effectifs d'eleves et etudiants sont relativement stables depuis 5 ans pour Brie et St Germain en Laye.

Seul le lycee de La Bretonnie re accuse toujours de deficit de 50 eleves.

- Pour la rentre e 2015, seule nouveaute en IdF : l'ouverture d'une classe europe enne au [LEGTA](#) de Brie, ce qui correspond royalement a 2 h finance es pour un cours en pluridisciplinarite en anglais en 2nde GT.
- En ce qui concerne la demande d'ouverture d'une section sportive a Brie : le dossier n'a pas ete suffisamment monte par l'etablissement, la demande est a poursuivre.

Les reactions des representants des personnels SNETAP-[FSU](#) :

Concernant les seuils de classe qui ont ete volues a la baisse, ou qui nous paraissent insuffisants au regard des effectifs pre visibles, la directrice regionale, Mme Zalay, confirme que chaque situation sera examinee pour accueillir les jeunes qui le souhaitent (redoublants ou entrants). Le SNETAP-FSU sera attentif particulierement aux classes de 1e re STAV de St Germain en Laye, et de bac pro CGEA a La Bretonnie re et a Brie.

La directrice regionale a precise qu'elle ne croulait pas sous les demandes d'ouverture de la part des etablissements... alors qu'il y a bien eu une demande d'ouverture d'une nouvelle filiere de bac pro sapat a La Bretonnie re (perte de 50 eleves en 5 ans a cause de la reforme de la voie professionnelle...).

L'ouverture du [BTS](#) DATR est censee suffire au developpement de l'etablissement, et la [DGER](#) ne souhaite pas faire plus !

Pour la deuxieme annee conse cutive, des dotations sont attribue es pour des referents locaux "Enseigner a Produire Autrement", par contre rien n'est pre vu pour les agents de prevention et nous sommes encore en attente des dispositions pour faire fonctionner les [CHSCT](#) national et regionaux. Le ministre re va-t-il s'occuper serieusement de ses agents et respecter le droit ?

## Financement de l'apprentissage

La re forme nationale de la collecte de la taxe d'apprentissage bouleverse les niveaux de financement des [CFA](#). En ce qui concerne les 3 CFA agricoles publics, La Bretonnie re, St Germain/Maisons-Laffitte et Rambouillet, ils devraient voir leur niveau de financement taxe maintenu.

Les réactions des représentants des personnels SNETAP-FSU :

La collecte de la taxe d'apprentissage est particulie rement difficile pour nos secteurs professionnels puisque la production agricole n'est pas assujettie a la taxe. Actuellement, le

Conseil re gional IdF compense ce manque par une subvention de fonctionnement tre s e leve e. Cependant, les CFA agricoles publics restent les parents pauvres de l'apprentissage car ils ont tre s peu de sources de financement autres. L'opacite des ressources de certains CFA franciliens n'aide pas a un e quilibrage des financements.

## Mouvement des personnels

On constate qu'il y a encore un grand turn-over des personnels enseignants sur les lyce es de Brie et de La Bretonnie re. De nombreux postes ne sont pas pourvus par des titulaires. De me me, une grande partie de l'e quipe de direction de La Bretonnie re sera renouvellee a la rentree.

Les réactions des représentants des personnels SNETAP-FSU :

Pourquoi les lyce es Seine et Marnais ne sont-ils pas plus attractifs pour les colle gues ? Cherete de la vie locale ? Dynamisme de l'e tablissement ?

Est-ce que cela deviendrait une habitude de changer les e quipes de direction en bloc ? Apre s Brie en 2014, La Bretonnie re en 2015 ...

## Re forme du [CAPA](#)

Des formations re gionales sur la mise en place des modules et de l'e valuation devraient avoir lieu en 2015-2016. La pre sentation des MIP doit e tre faite au prochain CA des e tablissements.

En ce qui concerne le CAPA Soigneurs d'Equide s : rien de neuf, sa re novation est toujours pre vue pour sept 2016, mais on ne sait pas sous quelle forme.

Nos re actions :

Voir dossier Pe dago sur site : <http://www.snetap-fsu.fr/CAPA,2176.html>

## Produire autrement

Nos re actions :

Nous re pe tons notre demande d'une prise en compte des spe cificite s re gionales pour les actions lie es a « Enseigner a Produire Autrement », ainsi qu'au PREAP \_ Projet Re gional de l'Enseignement Agricole Public\_. En effet, l'Île de France a majoritairement des formations en Ame nagement et en Services. Ces secteurs sont quasiment absent du plan d'action.

## Me decine de pre vention - question du SNETAP-FSU

Lors du CHSCT régional du 14 avril dernier, nous avons une nouvelle fois pleuré l'absence de mesure de prévention en IdF pour les agents de l'Etat (titulaires et contractuels). La [MSA](#) ayant donné son accord de prise en charge, engagement avait été pris par le directeur régional adjoint, M. Manterola, de faire avancer ce dossier au plus vite. Nous avons profité de ce CT pour faire le point sur ce dossier. Le secrétaire général, M. Faugey, est intervenu pour indiquer que l'administration se tournait vers des partenaires privés, voir associatifs, pour assurer cette mission. Pour le lycée de St Germain en Laye, un partenaire intervenant déjà sur AgroParisTech, serait mobilisable dès la rentrée. Pour Brie et La Bretagne, des approches sont en cours, mais rien n'est finalisé.

Nos actions :

Longtemps en attente de décision de la part de la MSA, l'administration se retrouve maintenant à gérer un dossier des plus urgents. La situation a été identique les années précédentes pour les agents contractuels sur budget, pour finalement aboutir à une solution de partenaires privés, ce que l'on ne peut que regretter. Nous interviendrons à la rentrée pour nous assurer qu'une solution a été trouvée pour tous les personnels.

## Re forme territoriale - question du SNETAP-FSU

L'organisation de l'Etat, et particulièrement de l'éducation, est en pleine gestation du fait de la réforme territoriale, avec le nombre de régions passant de 22 à 13. Le Projet de Loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi NOTRe). Toutes les régions seront impactées, même celles qui ne fusionnent pas. Nous avons demandé à la directrice régionale à quoi l'agriculture devait s'attendre en Ile de France. A ce jour, aucune modification n'est prévue, que ce soit au niveau de l'administration régionale, des lycées mais aussi des autres services, ou au niveau des directions départementales qui voient leurs missions se regrouper par pôle dans certaines régions. Cependant, la création de la Métropole du Grand Paris pourra entraîner de nouveaux changements dans les mois prochains.

Nos actions :

L'enseignement agricole pourrait être impacté si l'organisation des 3 rectorats franciliens de l'éducation nationale était amenée à évoluer. Nous ne souhaitons pas cependant voir le travail intercadémique actuel se défaire : quelle pertinence y aurait-il pour les 3 [EPL](#) agricoles publics d'être séparés ? Nous suivons la question avec nos collègues de la FSU.

Délegation FSU : Maribel Lacoste et David Mangataye (LEGTA St Germain en Laye), Fathia Lounici (CFA St Germain/Maisons Laffitte), Paquita Gasquez et Jean-Louis Clement (LEGTA Brie), Claire Pinault (EPL La Bretagne).

• Nos actions :